

## **Lettre à la direction de l'OCT à propos de son congrès**

Camarades, nous avons lu attentivement les documents préparatoires à votre prochain congrès. Nous en avons discuté et tenons, à titre de contribution au débat entre nous, à faire connaître notre point de vue.

Dans les 1<sup>re</sup> et 3<sup>e</sup> parties (les plans de la bourgeoisie et les contradictions de la société française), nous relevons les bases d'un accord substantiel sur des questions clés :

- sur l'appréciation et les tendances générales de la période ;
- sur une ferme défense de la souveraineté des organes d'auto-organisation contre toute tentative euro-communiste ou rocardienne d'articulation entre démocratie directe et démocratie parlementaire (ce qui renvoie à une analyse principielle de l'Etat) ;
- sur la claire affirmation de l'axe du contrôle ouvrier opposée aux ambiguïtés et confusions de l'expérimentation sociale ;
- sur la priorité donnée à l'unification et à l'indépendance de la classe ouvrière par rapport à une éventuelle politique d'alliance.

### **Ce n'est pas peu**

Ainsi viendrons-nous directement aux points sur lesquels les divergences subsistent ou peuvent subister.

Le 1<sup>er</sup> dans le plan du texte, mais pas forcément dans l'ordre d'importance, concerne ce que vous appelez la « Phase ». Ici

votre texte nous semble contradictoire ou carrément faux. En tout cas, après un coup de chapeau aux grands traits maintenus de la période, il opère un indiscutable décrochage.

Vous affirmez l'ouverture après Mars 78 d'une « nouvelle phase de lutte de classes » (nous disons une nouvelle situation ou une nouvelle conjoncture), dans laquelle la bourgeoisie aurait l'offensive ; nous préférons dire : « où la bourgeoisie a pris l'initiative, en grande partie grâce à la légitimité que lui ont reconnue, dès les résultats électoraux, les organisations ouvrières traditionnelles et grâce à la politique de division qu'elles ont poursuivie depuis.

Ces nuances de terminologie indiquent une appréciation réellement différente sur le fond. Vous caractérisez en effet cette phase comme « une phase de recul temporaire » et de « recul des capacités de lutte », tout en indiquant, pour nuancer, que nous « ne nous trouvons pas dans une phase réellement défensive » et que « la combativité ouvrière se développe pourtant ».

De même, vous indiquez que « l'offensive bourgeoise est trop forte pour permettre l'intégration du mouvement populaire » mais vous concluez néanmoins au « renforcement de la stabilisation de l'Etat fort ».

Qu'il y ait des éléments contradictoires dans la situation elle-même, que tout ne soit pas joué est indéniable, mais vous semblez dans votre document vous contenter de reproduire ces contradictions sans les mettre en perspective pour définir nos possibilités d'agir. Ainsi, trois caractéristiques ne sont pas soulignées correctement :

1. Le paradoxe d'une offensive bourgeoise ou d'une initiative qui ne part pas d'une modification substantielle du rapport de forces, mais au contraire, d'une situation de fragilité du régime, et qui n'est possible que grâce à la politique de collaboration active et de division des directions réformistes (qui reproduit et perpétue bien entendu les germes de division présents dans les rapports de production eux-mêmes, hommes-femmes, immigrés-nationaux, division du travail et hiérarchie, etc.).

2. La forte combativité maintenue de la classe ouvrière, dont les revers n'ont pas entamé sérieusement les forces accumulées pendant toute la période d'expansion capitaliste ; il en résulte, à notre sens, une forte probabilité d'explosions sociales qui sont le résultat de l'impasse des luttes revendicatives et de l'absence immédiate de débouché électoral.

3. Enfin le fait que les directions réformistes sont contraintes, dans ce contexte à recentrer leur politique de collaboration de classe et à monter en première ligne. Corrélativement à l'ouverture d'une nouvelle phase de recomposition du mouvement ouvrier sur la base de la double expérience 68-78 et de la résistance aux plans d'austérité et de restructuration capitaliste.

Cette discussion n'est pas gratuite, dans la mesure où elle se solde dans la pratique par la nécessité de mettre ou non à l'ordre du jour la centralisation des luttes, la préparation de la grève générale, des mots d'ordre politiques centraux posant la question gouvernementale, et pas seulement une plate-forme revendicative unifiante, au demeurant nécessaire.

Les développements récents de la lutte des classes nous semblent confirmer à la fois la fragilité relative du régime et l'explosion sociale. Ils confirment également la nécessité, non seulement d'avancer à chaud des mots d'ordre politiques et de centralisation des luttes, mais le bien-fondé d'avoir tenté depuis la rentrée d'armer les militants et les cadres syndicaux autour de ces questions et de la bataille pour l'unité.

### **La question du front unique\***

Le second problème majeur tourne autour des questions du front unique ou de ce que vous appelez la « tactique d'unité et de lutte ». Ici la question initiale de votre document confirme un possible rapprochement de nos positions :

Vous analysez les liens contradictoires des réformistes à la classe ouvrière et non l'extériorité des appareils par rapport aux masses, ce qui est le fondement même de la nécessité d'une politique de front unique, même si vous employez un autre terme (ce qui n'est pas tout à fait gratuit et la discussion gagnerait à notre avis en clarté si elle se situait dans le cadre de l'héritage conceptuel légué par les premiers congrès de l'Internationale communiste qui nous sont une référence commune).

Vous rejetez le découpage entre un camp réformiste et un camp révolutionnaire avec son corrélat, le dégageant de la « gauche ouvrière ». Depuis plusieurs années, la radicalisation sociale a sa traduction au sein de la zone directe d'influence réformiste. Nous sommes en présence non de deux grands blocs adverses, mais d'une chaîne ininterrompue entre les deux, avec de multiples chaînons intermédiaires, cristallisant par

rapport aux réformistes des niveaux d'autonomie, d'initiative, des degrés de rupture pratique qui sont très différenciés et très spécifiques aux secteurs qui les ont vu naître. Vous parlez maintenant de « courants de rupture » comme des « produits différenciés d'un même phénomène global de radicalisation ». Vous en concluez que les communistes « n'ont pas en vue le dégagement d'une gauche qui entamerait progressivement l'hégémonie du réformisme en s'élargissant : ils visent les masses influencées par le réformisme et les secteurs qu'il organise directement ». Enfin, vous enregistrez que votre organisation « a pris du retard dans la mise en œuvre de cette tactique d'unité et de lutte trop souvent ramenée à la simple affirmation de la capacité d'action des courants de rupture, sous-estimant la nécessité d'une tactique articulée pour imposer l'unité d'action aux réformistes, voire même à l'occasion, l'utilité même d'une telle unité ».

Il y a les bases d'une convergence. Toutefois, trois questions subsistent à propos de cette question du front unique. Notre intention n'est pas d'enregistrer les avancées et de laisser dans l'ombre ce qui pourrait nous gêner, mais de faire la clarté. Ainsi nous tenons à soulever ces problèmes qui sont autant de discussions entre nous.

1. La pratique apparaît encore en retrait par rapport à la méthode comme l'a encore enregistré le vote de votre conférence ouvrière sur l'unité à la base et au sommet tel que l'a rapporté *l'Etincelle*. Mais le projet de thèse lui-même demeure sinueux, parlant de la nécessité d'action commune des travailleurs révolutionnaires, des travailleurs réformistes et organisés par le « réformisme ». Si nous sommes d'accord avec vous pour dire que « l'unité ouvrière ne s'identifie nullement à l'unité avec les réformistes » ou à l'unité réformiste entre eux indépendamment des objectifs de la lutte, il faut dire sans biaiser que cette unité peut être, au moment où la classe est dominée de façon écrasante par les réformistes, un élément central dans la bataille pour l'unification de la classe, à condition que nous défendions simultanément sans concession notre propre programme, et que nous disions ce que sont les buts véritables des directions majoritaires.

Mais il faut alors ne pas se contenter d'appeler ouvertement à l'unité des organismes sur des objectifs, sur des tâches parfois limitées, mais à l'ordre du jour dans la situation, ce que nulle part vous ne dites clairement.

En ce sens, votre démarche politique n'est pas poussée à son terme. Vous avez appelé à voter pour les partis ouvriers (et les radicaux de gauche...) donc pour leur donner la majorité vous vous prononcez pour la grève générale aujourd'hui, mais vous restez muets sur le débouché politique en refusant de poser la question du gouvernement c'est-à-dire concrètement, vu le rapport de forces existant dans la classe ouvrière, du gouvernement du PC et du PS.

De même, enfin, que vous n'abordez qu'à reculons l'unité d'action de la base au sommet en parlant d'unité à la base et d'unité ponctuelle dans l'action « qui n'empêche pas certains accords de sommets ». A part sur la question syndicale où il y a vraisemblablement un débat de fond, les autres formulations nous semblent plutôt que des désaccords principaux, le signe d'une réticence de votre part à tirer toutes les conséquences de vos réajustements.

2. Plus sérieux et plus lourd de conséquences possibles à nos yeux est le flou dans lequel vous laissez la caractérisation des organisations réformistes. Vous parlez d'unité et d'indépendance de la classe. Vous tendez à inclure les organisations dans cette bataille pour l'unité. Mais il devient dès lors important de savoir quelles organisations sont concernées. Lors de vos précédents congrès, vous avez défini le PC comme un parti ouvrier bourgeois. Nous pouvons penser la définition incomplète, car il faudrait poursuivre le débat que nous connaissons dans nos propres rangs sur la crise du stalinisme, de l'euro-communisme, etc. En tout cas, c'était une délimitation. Toute la rédaction de vos thèses tend maintenant à inclure le PS dans une définition analogue, même si les liens qu'il entretient avec le mouvement syndical et la classe ouvrière sont – nous en sommes d'accord – différents. Si telle est aujourd'hui votre position, il faut le dire. C'est pour nous très important. Car il devrait alors en découler un réexamen critique de votre politique vis-à-vis de l'Union de gauche, du vote pour les radicaux, de l'attitude face à la division du PC et du PS, de la position sur le désistement. De tout cela, il n'y a aucun bilan dans votre document. Or il s'agit d'un test pour l'avenir, de la possibilité d'accord sur les tâches concrètes, de la cohérence d'une orientation.

3. Enfin, il y a le problème des conséquences de la tactique de front unique dans le travail de masse. Nous constatons à ce sujet des convergences possibles que seule une discussion appro-

fondie permettrait de confirmer. Du moins permettrait-elle de départager ce qui peut relever de divergences tactiques normales au sein même d'une organisation et ce qui pourrait relever de divergences programmatiques fondamentales. Ce problème se dédouble en deux questions à nos yeux :

— Celle de l'intervention syndicale d'abord. Vous dites : « Il nous faut rompre avec une vision étroitement tacticienne de notre activité de masse, en particulier dans les courants de rupture ». C'est nous semble-t-il la conclusion logique et nécessaire de votre changement de position sur la gauche ouvrière et la radicalisation. Vous vous fixez en conséquence pour tâche la construction de courants de « lutte de classe », qui doivent être intérieurs au mouvement de masse et trouver leur raison d'être dans la capacité de proposer une ligne de développement pour tout le mouvement ou non (sauf exception) de rupture avec celui-ci ». Nous voyons là le fondement méthodologique d'un travail de tendance dans les organisations syndicales. A partir de là, reste à discuter nos conceptions réciproques de la démocratie syndicale (fédéralisme) et en conséquence, de la nature de ces tendances « lutte de classe », ainsi que les bases qui sont dans votre texte trop générales pour que nous puissions avoir une idée précise de l'ampleur de nos accords possibles.

— Celle de l'intervention dans les mouvements de masse de catégories sociales, spécifiques ou interclassistes. C'est une question à laquelle nous nous sommes tous heurtés de longue date, à commencer par l'expérience du mouvement étudiant et celui des femmes.

Vous écrivez à ce propos : « ... Nous avons eu tendance à opposer dans la pratique dans cette dernière période une intervention dans les franges les plus radicales (ou parfois les plus actives simplement) des mouvements interclassistes, et la nécessité d'y bâtir une hégémonie prolétarienne. Cette opposition (particulièrement nette en ce qui concerne le mouvement des femmes et les mouvements écologiques, antinucléaires) ne peut renaître en permanence dans une extrême-gauche encore très peu implantée dans la classe ouvrière. Vous dites enfin n'avoir évité aucun des écueils de substitutisme avant-gardiste et de suivisme par rapport aux aspirations de ces mouvements. Ces oscillations renvoient encore à notre sens à la question de la cadre tactique global de la bataille pour l'unification de la classe. Il est possible, sur la base de votre appréciation actuelle d'engager un débat fructueux à partir de la confrontation des

expériences concrètes, notamment dans la jeunesse et le mouvement des femmes.

Enfin il y a un troisième problème entre nous qui n'est pas abordé dans vos projets de thèses, celui des positions internationalistes. Nous avons dans la dernière période, adopté des positions voisines sur la Chine et l'Indochine. Nous avons suivi attentivement vos textes et votre conférence sur la Chine. Nous avons dit publiquement quels désaccords nous avons à ce sujet.

Il faut poursuivre la discussion à ce sujet, notamment sur le bilan de la Révolution culturelle et sur le compromis de 1967. Mais aujourd'hui, vous ne soutenez pas la direction chinoise et votre position sur son intervention au Vietnam en est une preuve pratique. Nous conservons des divergences, pour nous importantes, sur la caractérisation de l'URSS, des pays de l'Est, de la Chine, nous parlons, vous le savez, d'Etats ouvriers bureaucratiquement dégénérés ou déformés. Il ne s'agit nullement de valoriser des gouvernements et directions de ces pays qui jouent un rôle contre-révolutionnaire, mais de rendre compte de rapports sociaux non capitalistes et surtout de tâches qui en découlent.

### Quels accords ?

Nous ne pensons pas que l'accord sur des définitions soit la condition de possibilité d'une organisation commune. En revanche, l'accord sur les tâches fondamentales, oui :

1. Non seulement des tâches de soutien démocratique aux dissidents mais les tâches de ce que nous appelons la révolution politique : rétablissement ou établissement d'organes souverains de démocratie prolétarienne, indépendance des syndicats, pluri-partisme, abolition de la police politique... Ce sont dans les grandes lignes les revendications qui ont émergé lors des grandes explosions antibureaucratique en Pologne, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, conjointement à des revendications démocratie ouvrière et de la dictature du prolétariat, votre défense du pluri-partisme dans le cadre de la démocratie socialiste, peuvent créer les conditions d'un accord sur ces tâches et sur la nécessité d'œuvrer dans ces pays à un regroupement des militants révolutionnaires luttant dans cette perspective.

2. Plus problématique nous semble la possibilité d'accord sur la nécessité de défendre l'URSS (et non la bureaucratie au pouvoir) ou la Chine en cas de conflit éventuel entre ces pays et l'impérialisme américain.

### Trois sortes de divergences

Pour nous résumer, nous avons relevé trois groupes de questions dans lesquelles se condensent les divergences qui séparent encore nos organisations :

1. L'analyse de la conjoncture et des tâches qui y sont liées, mais par définition, ce type de divergences peut évoluer et être surmonté rapidement.

2. La question du front unique qui se concrétise à l'étape actuelle par le débat autour du problème de la caractérisation du PS et du contenu concret de l'unité ouvrière, de l'unité syndicale, du débat à poursuivre sur la conception du travail de tendance dans les syndicats et mouvements de masse. A propos de ces points, les divergences peuvent être pour partie tactiques, pour partie stratégiques, et seule la discussion peut le faire apparaître.

3. La question de la révolution politique.

### La construction du parti et la IV<sup>e</sup> Internationale

Au-delà, nous rencontrons inévitablement la question qui condense les autres, celle de la construction du Parti, conformément aux réajustements d'orientation présents dans votre document, vous amorcez également une rectification à ce sujet : « Si les courants de rupture demeurent un ensemble de forces objectivement disponibles à une alternative révolutionnaire, et donc occupent une place centrale dans notre tactique politique générale, seule une fraction minoritaire peut dans la phase actuelle être gagnée à la concrétisation subjective de cette potentialité, à la construction d'un parti révolutionnaire. »

Voilà le point qu'il faudrait approfondir. Pour nous, il y a en effet deux choses bien distinctes :

1. L'unité d'action (ou le front unique) sur les tâches de l'heure qui concerne toutes les organisations ouvrières, même

si elle se concrétise plus fréquemment entre les organisations révolutionnaires ou centristes, qu'avec les réformistes : les bases de l'unité ne sont pas définies en fonction des participants, mais en fonction des besoins de la lutte et de son efficacité pour les masses.

Votre analyse actuelle de la radicalisation et des différenciations dans la conscience de classe peut vous en convaincre.

2. Autre chose est l'organisation de l'avant-garde et la construction du parti, sans stabilisation de forces intermédiaires, comités unitaires ou cartels permanents de l'extrême gauche. A partir d'un certain seuil d'accords fondamentaux, ce qui est en jeu c'est la possibilité ou non d'une organisation commune sur une base programmatique solide.

Une double préoccupation doit nous guider en la matière : la rigueur contre les fusions bâclées qui ne durent pas, et la responsabilité pour ne pas mêler à l'infini divergences principielles et divergences tactiques qui multiplient et perpétuent les divisions.

Aucune de nos deux organisations, quelles que soient les divergences et leur appréciation, ne sont des organisations réformistes avec une bureaucratie cristallisée, soit autour d'un appareil d'Etat (URSS, Chine, Cuba) soit autour de positions dans le mouvement ouvrier et dans l'appareil d'Etat national. Certains de vous nous ont quittés il y a huit ans, d'autres sont venus d'ailleurs. Les divergences entre nos organisations ont été à certains moments considérables : travail syndical, caractérisation des partis ouvriers réformistes, tactique de front unique, Chine, entre autres. Ce qui nous importe c'est le sens de l'évolution.

Aujourd'hui, les trajectoires nous rapprochent. Les divergences importantes, que nous ne voulons pas minimiser, sont plus réduites et peuvent être surmontables. C'est ce que la discussion doit permettre de vérifier. D'autant plus que nos conceptions du centralisme démocratique au sein même de l'organisation se sont également rapprochées. Vous ne codifiez pas le droit de tendance et de fraction, mais vous tolérez les « courants » et, de fait, les tendances. C'est pourquoi, nous avons tenu à vous présenter un état des problèmes qui font obstacle (encore ?) à une organisation commune.

Il y a un dernier obstacle qui ne saurait être éludé si nous voulons discuter dans la franchise et la clarté : celui de la IV<sup>e</sup> Internationale.

A nos yeux, toute l'évolution de ces dernières années dans les grandes questions internationales (Chine, Vietnam, Amérique latine, etc.) nous ont confirmé la nécessité du choix fait en 1969 par le Congrès de fondation de la Ligue. De même que nous l'a confirmé l'évolution des organisations d'avant-garde en Europe. Les forces, les capacités, les activités de l'Internationale ont considérablement évolué au cours de ces dix années. Elle a maintenant une section plus ou moins forte dans la totalité des pays européens, (ce qui était loin d'être le cas à l'époque). Mais nous pouvons nous risquer aujourd'hui à un pronostic : l'évolution des révolutions chinoise et indochinoise comme la trajectoire de la direction cubaine, l'actualité des questions stratégiques en Europe, font de la défense de l'internationalisme une tâche centrale qui ne saurait être séparée de la construction d'une Internationale révolutionnaire et, pour nous, de la IVe.

Il est donc hors de question pour nous de transiger sur cette question. D'où une contradiction : pouvons-nous envisager des fusions ou regroupements nationaux qui ne soient en même temps internationaux ? La question n'est pas formelle mais pratique et se traite cas par cas. Dans la discussion présente, nous ne faisons pas une précondition du ralliement à l'Internationale, nous posons deux conditions à une organisation commune :

- l'accord politique sur les fondements programmatiques ;
- l'acceptation que l'organisation unifiée soit section de l'Internationale et se conforme à ses statuts, quitte à garder des réserves quant à cette affiliation (comme c'était d'ailleurs le cas pour la minorité de la LC de 1969 à 1971).

Nous avons la conviction que c'est l'accord sur la ligne qui est déterminant. Un tel accord impliquerait naturellement un accord sur l'organisation qui en est porteuse. Si nous arrivons à un accord réel sur les questions clefs d'orientation et du programme (dont le parti et l'Internationale sont une composante même), nous avons la conviction que les camarades qui doute de l'utilité de l'Internationale s'en convaincront à l'expérience et à l'épreuve de la pratique, tant la phase de recomposition du mouvement ouvrier, dans laquelle nous entrons, rend brûlante son actualité.

**BP de la LCR**

\* Les intertitres sont de la rédaction.